

L'Europe sans les Européens

Article rédigé par *Philippe de Saint-Germain*, le 23 avril 2004

Le 1er mai, l'Europe comptera vingt-cinq États membres. Cet "élargissement" est avant tout une réunification, si l'identité européenne a encore un sens. Nous nous réjouissons de cet événement qui sonne comme une victoire sur les années de sanglante division qui ont marqué le XXe siècle.

Mais cette réunification autour de l'Union européenne, capitale Bruxelles, entrera dans l'histoire sans traité fondateur (la fameuse "constitution") et sans qu'il y ait eu de véritables débats, sauf en Allemagne. Or l'Europe à vingt-cinq ne peut pas fonctionner, au dire même de nombreux responsables européens. Comme le constatait le Premier ministre du Portugal, "des formules de flexibilité devront être trouvées", des noyaux durs ou des "cercles avancés", selon l'expression d'Edouard Balladur, vont inévitablement se constituer ; l'attentat de Madrid l'a déjà démontré en matière de justice et de sécurité.

À vingt-cinq, les forces centrifuges seront telles que c'est l'ensemble du modèle économique et social européen qui risque de se déliter rapidement à un moment où les sociétés européennes font l'objet de processus très profonds de fragmentation sociale et subissent le contrecoup de la mondialisation.

Le plus grave est ailleurs. Le modèle politique eurocentriste baigne dans un matérialisme mercantile (P. de Plunkett) à la source de toutes les atteintes contemporaines à la dignité de la vie humaine et de la personne. Faute de s'appuyer d'abord sur l'identité communautaire, le projet politique se coupe du fondement culturel et moral qui entraînerait l'adhésion profonde des Européens, dans leur unité et leur légitime diversité.

Comment peut-on faire avancer une Europe à vingt-cinq (et a fortiori envisager l'entrée de la Turquie), sans reconnaissance claire des sources communes ?

Ce n'est donc pas un hasard si l'Union européenne peine à se donner de véritable feuille de route ni d'objectifs politiques clairement identifiés à dix ans. Si on voulait détourner les peuples de la construction de l'Europe on n'agirait pas autrement.

Révéléateur est le tollé suscité par la décision de Tony Blair de recourir "à la voix du peuple" pour ratifier le traité constitutionnel toujours en cours de négociation. Le Premier ministre britannique manœuvre, c'est évident. Mais comment ne pas s'étonner gravement par le lien de cause à effet établi entre le jugement populaire et l'agonie du projet européen ? "À Bruxelles – où la consternation domine –, écrit *Le Figaro* du 21 avril, les référendums ont toujours été synonymes de danger." L'Europe "prise en otage" par les Européens, il fallait le trouver !

On connaît l'objection : c'est le volontarisme politique qui crée la communauté. Qu'on se réfère, par exemple, aux capétiens qui ont fait la France. Cependant les rois avaient pour eux non seulement une adhésion populaire ancrée dans l'histoire et le droit, mais la légitimité de l'autorité protectrice face aux abus des féodaux et de leur propre administration. On est dans le cas de figure exactement inverse : l'eurocratie se confond avec les puissants et contourne les peuples pour accroître son pouvoir.

Le risque que l'opinion publique européenne se détourne des élections de juin ou ne vote qu'en fonction de critères politiques nationaux comme cela vient d'avoir lieu en France pour les régionales n'est donc pas à exclure.

En forçant les Européens à entériner de facto un processus auquel ils ne sont pas associés, les élites eurocentristes qui font aujourd'hui l'Europe prennent le risque d'être désavouées au moment où les vrais problèmes surgiront.

Que feront les gouvernements des pays membres si, dans les mois ou les années à venir, se développent, simultanément dans divers États nationaux, de violentes crises de rejets ?

La volonté clairement exprimée des chefs d'États et de gouvernement de construire l'Europe ("l'Europe,

l'Europe, l'Europe !") ne suffit pas à faire un esprit de famille. Cet avertissement souvent répété ne semble pas entendu ou compris. Le peu de cas accordé à l'insistance des Églises à vouloir réenraciner le projet européen dans ses fondements historiques le montre bien.

L'Europe des cabris, erratique, poursuit son chemin. Il est urgent que les peuples européens se réapproprient la construction européenne qu'on leur impose pour dire ce qu'ils veulent ou ne veulent pas. La mobilisation populaire orchestrée par de nombreux élus et associations européennes pour demander que l'Union européenne reconnaisse son héritage chrétien dans ses traités fondateurs, est une réponse. Dans les Vingt-cinq, 750.000 signatures ont été réunies, en France, 70.000. Le chiffre du million approche. La Fondation de service politique ne manquera pas de renforcer ses efforts à cette fin dans les semaines et les mois qui viennent.

>

>